

SPORTS

sport.union@sonapresse.com

Le sport gabonais et les limites de sa gouvernance

James Angelo LOUNDOU
Libreville/Gabon

LA réforme olympiade 2021-2024 initiée par la cheffe du gouvernement Rose Christiane Ossouka Raponda dans le but de rendre plus dynamiques et performantes les vingt-deux fédérations sportives nationales, et vis-à-vis de laquelle l'athlétisme, le basket-ball, le golf, le handball et le taekwondo restent les seules disciplines à jour, sera peut-être la panacée ou le déclic pour une dynamique nouvelle. Celle notamment espérée après les différentes réflexions nationales initiées par bon nombre de ministres s'étant

succédé à la tête du département des Sports du Gabon. Des assises restées pour la plupart improductives depuis une décennie, vu que le sport gabonais dans son ensemble a continué de souffrir de ses insuffisances. Les fédérations n'ayant pu capitaliser les acquis des années fastes ou d'événements importants.

Les limites dans la formation, l'encadrement et la gouvernance en sont les principales raisons. Celles qui ont par exemple empêché la découverte de dignes héritiers à la génération des footballeurs champions d'Afrique des moins de 23 ans en 2011, Anthony Obame (taekwondo),



Photo : F.M. MOMBO/L'Union

Lucarne Paradoxe

C'EST donc entendu : en dehors d'une poignée de ses dirigeants, l'argent ne fait pas spécialement le bonheur du sport gabonais. Il n'y contribuerait pas davantage, ou alors si peu. Les quelques tranches ou moments de joie qu'en tireraient pratiquants et public donnant l'impression d'îlots au milieu de cet océan dans lequel seraient jetés des milliards, année après année.

Habités aux paradoxes, celui-ci nous étonne à peine. Ailleurs où est clairement établie la corrélation ressources-performances, clubs comme fédérations ne lésinent pas sur les premières pour garantir les secondes à leurs sociétaires ou licenciés. C'est même peu dire que le sport y est devenu une véritable industrie, générant de lui-même des sommes astronomiques. Et alimentant, par conséquent, des rêves de gloire et de... fortune parmi les différents acteurs.

On se dit pourtant que ce n'est pas un hasard si, en ce qui nous concerne, leviers et mécanismes sont mis en place pour aider nos sportifs à atteindre des résultats conformes à leurs ambitions et à celles du pays. Et si depuis peu, des bourses pour sportifs de haut niveau sont allouées à nos meilleurs athlètes, c'est bien dans cet objectif-là. Le même qui justifie le décaissement de ces montants conséquents pour la préparation, en vue de compétitions majeures, de nos sportifs de disciplines d'équipe, le football en particulier.

Sauf qu'à voir la déperdition – la dissipation dans certains cas – et à mesurer ces résultats finalement pas à la hauteur, l'on en vient à se demander si, réellement, on a pris le problème par le bon bout. Comme si cet argent, public, faut-il le rappeler, avait eu pour effet de faire tourner les têtes, amenant certains bénéficiaires à choisir raccourcis et chemins de traverse pour en arriver à la certitude à leurs yeux que le sport, surtout de haut niveau, peut être une affaire de génération spontanée.

Ainsi, le sport de masse, à partir duquel pouvait se faire une vraie détection, ouvrant elle-même la voie à la formation et aux équipements adéquats pour en assurer une qui soit de qualité, a-t-il jeté au rebut au profit d'entités, en réalité des ersatz financés presque à fonds perdus. Le surplace, voire la régression n'en sont pas que plus cruels.

M. A.

ON A AIMÉ

L'entregent de Neveu. Avec lui, le métier de sélectionneur va bien au-delà de coacher lors des rassemblements des Panthères qui, il est vrai, se comptent sur les doigts d'une main chaque année. Après s'être démené pour trouver une porte de sortie à Jean-Noël Amonome, voilà Patrice Neveu – accompagné du manager général adjoint Fabrice Do Marcolino – au chevet d'un de nos espoirs en attaque, Ulrich Eneme Ella (L'Union du 5 janvier), en grande difficulté à Angers (Ligue 1 française).

ON N'A PAS AIMÉ...

Les tribulations de nos cyclistes en Espagne. Tout partait pourtant d'un bon sentiment : donner, à travers un stage à Calpe (Espagne), les moyens à nos cyclistes de faire bonne figure à l'occasion de la 16e Tropicale Amissa Bongo (23-29 janvier). Et puis, patatras ! Problèmes de matériel et difficultés de logistique et d'intendance sont venus parasiter cette préparation. Et pour couronner le tout, est née une étrange polémique ministère des Sports-Fédération au sujet des obligations de l'un et de l'autre.

Ruddy Zang Milama (athlétisme), Stéphane Lasmé (basket-ball) et bien d'autres. Mais aussi d'entraîneurs diplômés et compétitifs au plus haut niveau ou de dirigeants visionnaires.

Ceux-là qui ne feront pas du volet financier le principal frein à la politique de développement d'une fédération, d'une ligue ou d'un club. Même s'il est vrai que la Fédération gabonaise de football ne jouirait pas d'une certaine autonomie financière sans le soutien de la Fifa (via le programme Forward). Ce que ne reçoivent pas de leurs instances mondiales respectives les autres entités fédérales.

Comme dans plusieurs pays à travers le monde, s'affranchir de la dépendance à la subvention étatique devrait donc être leur challenge commun. Mais aussi celui des clubs de football professionnel ou ceux engagés dans les championnats semi-professionnels de handball et de basket-ball. Mais en attendant, le constat fait reste la léthargie au sein de bon nombre de fédérations et ligues sportives. Lesquelles, parce que n'étant pas parvenues à trouver des partenaires et à créer des

richesses leur permettant un auto-financement de leurs compétitions, comme par le passé, se tournent un peu trop facilement vers leur tutelle respective pour justifier l'immobilisme.

Même s'il est vrai qu'avec le contexte d'un faible tissu économique et dans lequel le sport n'est pas la plateforme idéale pour les entreprises pour vendre leur image et réaliser des chiffres d'affaires, les fédérations nationales (hormis la Fégafoot et celle du golf, à un degré moindre) et ligues provinciales ne peuvent vivre sans subventions.

Initiateur des politiques publiques et des ligues nationales professionnelles (en football) et semi-professionnelles (en handball et basket-ball), l'Etat a bien entendu sa part de responsabilité dans les insuffisances actuelles. Autant pour les fédérations désormais en phase avec la réforme olympiade que celles en retard, il ne saurait se départir de sa mission régaliennne épousant la volonté (affichée et accompagnée d'actes) du président Ali Bongo Ondimba de faire du sport une vitrine du Gabon à l'international.